

# Risques liés à la mise en place de l'école inclusive pour la scolarisation des enfants porteurs de handicap

## 15<sup>e</sup> législature

### Question écrite n° 10687 de Mme Sylviane Noël (Haute-Savoie - Les Républicains)

publiée dans le JO Sénat du 30/05/2019 - page 2829

#### Rappelle la question 09179

Mme Sylviane Noël rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse les termes de sa question n°09179 posée le 28/02/2019 sous le titre : " Risques liés à la mise en place de l'école inclusive pour la scolarisation des enfants porteurs de handicap ", qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

### Réponse du Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse

publiée dans le JO Sénat du 18/07/2019 - page 3875

Plusieurs mesures en faveur de l'école inclusive sont mises en place par le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse. Chacune vise à favoriser la scolarisation et l'accompagnement des élèves en situation de handicap, ainsi qu'à renforcer le respect des principes de l'école inclusive. Afin de mieux informer, former et accompagner les enseignants et les personnels d'encadrement, il a notamment été décidé de : développer une formation effective sur la compréhension du handicap et les adaptations scolaires ; créer une plateforme numérique nationale de formation continue « Cap école inclusive » contenant des ressources pédagogiques à destination des enseignants ; créer 100 postes d'enseignants ressources « troubles du spectre autistique » supplémentaires, afin d'accompagner et de conseiller les enseignants recevant un élève présentant un trouble du spectre autistique dans leur classe ; transformer prochainement les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) en Instituts nationaux supérieurs du professorat (INSP). Ce changement s'inscrit dans le cadre d'une réforme globale de la formation initiale des enseignants, dont l'objet sera notamment de renforcer considérablement la formation relative à la scolarisation et à l'adaptation des contenus pédagogiques aux besoins des élèves en situation de handicap. De plus, le ministère prévoit de poursuivre l'implantation des unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS) dans les écoles et dans les établissements scolaires. Les ULIS constituent une des modalités de mise en œuvre de l'accessibilité pédagogique, indispensable pour l'inclusion des élèves en situation de handicap. Chaque année, de nouvelles ULIS sont ouvertes. En 2017, 92 525 élèves étaient scolarisés dans 8 629 ULIS et depuis la rentrée scolaire 2018, 250 ULIS supplémentaires ont été créées sur l'ensemble du territoire. À l'occasion du débat sur le projet de loi pour une école de la confiance à l'Assemblée nationale le 19 février 2019 et de la restitution de la concertation pour une école inclusive le 11 février 2019, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, a également tenu à affirmer : l'accélération du plan de transformation des contrats aidés précaires en contrats pérennes d'accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH). Dès 2020, tous les accompagnants des élèves en situation de handicap auront un contrat pérenne. Ces contrats de trois ans seront renouvelables une fois, avec à la clef un contrat à durée indéterminée ; la mise en place d'une formation de 60 heures annuelles et obligatoires dès le début du contrat pour tous ces accompagnants, afin de garantir une meilleure qualité de scolarisation des élèves ; la pleine reconnaissance des accompagnants comme professionnels à part entière au sein des équipes éducatives. Ainsi, les AESH participeront aux équipes de suivi de la scolarisation (ESS) et un entretien sera rendu obligatoire avec la famille et l'enseignant de l'élève en début d'année scolaire ; la désignation dans chaque département d'un ou de plusieurs AESH « référents » chargés de fournir un appui à d'autres AESH dans l'exercice de leurs missions. Enfin, en ce qui concerne plus spécifiquement la mise en place de Pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), le corps enseignant n'a aucunement vocation à se substituer au corps médical. Pour mettre en œuvre cette nouvelle modalité d'organisation, le rôle des enseignants est d'analyser en concertation les besoins des élèves en situation de handicap afin d'assurer une meilleure adéquation entre les emplois du temps des AESH et ceux des élèves. Dans le cadre des PIAL, la décision d'attribuer un accompagnant individuel ou mutualisé à un élève en situation de handicap relève exclusivement de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Les établissements scolaires et les circonscriptions auront seulement la possibilité de répartir ces heures et, éventuellement, de les moduler en fonction des disciplines et de l'évolution des besoins de l'élève au cours de l'année scolaire, en accord avec l'élève lui-même, sa famille et l'accompagnant. Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse est pleinement engagé en faveur de la scolarisation des élèves en situation de handicap pour une école de la confiance.